



Pour les salaires, les pensions, les bourses d'études, les minima sociaux Toutes et tous en grève le 29 septembre !

Partout dans le monde, les travailleuses et travailleurs sont confrontés aux conséquences de la libéralisation des marchés, du capitalisme et des différentes crises qu'il engendre (sanitaire, sociale, conflits armés, dérèglement climatique...).

Au quotidien, cela se matérialise par l'augmentation des prix de l'énergie, de l'alimentation, des biens de première nécessité qui plonge une partie de la population mondiale dans la plus grande précarité et exil.

A l'image de « Total » en France, **ce sont bien les grandes multinationales qui profitent des crises et qui encaissent des bénéfices records** avec la flambée des prix. (5,7 Milliard d'€ pour Total au 2^{ème} trimestre 2022). Après l'été caniculaire que nous venons de traverser, aucune mesure réelle n'est prise pour une transition écologique. **Le gouvernement se contente seulement d'incitations à des économies d'énergies culpabilisantes et rien n'est véritablement proposé** notamment en termes de transport collectif qui permettrait de limiter l'usage souvent obligatoire des voitures dans le département.

De toute évidence, Macron et son gouvernement ne tirent pas les leçons du passé en poursuivant leur politique de casse des services publics (santé, éducation...), de défiscalisation et d'aides sans aucune contrepartie pour les grandes entreprises qui n'en ont pas besoin. Rien qu'à la rentrée scolaire pas moins de

4000 postes d'enseignants n'ont pas été pourvus par concours. Ils ont été bien souvent remplacés par des contractuels précaires recrutés lors de « job dating ».

Les lois « pouvoir d'achat » votées cet été, sont loin de répondre à l'urgence de la situation et se contente de poser des rustines qui à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé, fragilisant la protection sociale.

Que ce soit pour les salariés du privé, de la fonction publique ou chez les retraités, rien n'est fait pour augmenter réellement les salaires et les pensions de retraite au niveau d'exigence de 10% qui s'impose. Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est loin d'être suffisante pour préserver les conditions de vie de tou-tes les agent-es publics. C'est un enjeu de société car il en va de l'attractivité des métiers de la fonction publique, et donc de l'existence de services publics répondant aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.

Pire, le gouvernement prévoit des contre-réformes régressives pénalisant les chômeurs et les précaires. **Pire, il continue d'envisager une réforme des retraites qui obligerait à travailler davantage pour toucher moins.**

Sur notre département, déjà fortement touché par le chômage, ces réformes pourraient se traduire par l'augmentation des inégalités et toujours plus de précarité.

C'est pour construire une société plus juste, égalitaire et garantir une véritable redistribution des richesses créées par le travail que la CGT 66, la FSU 66, Solidaires 66 et le MNL 66 appellent à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre qui doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.

Pour les organisations CGT 66, FSU 66, Solidaires 66 et MNL 66, il y a urgence à :

- Augmenter les salaires, points d'indice, pensions de retraite et minima sociaux
- Revaloriser significativement les bourses scolaires et l'allocation de rentrée scolaire pour pallier le prix de la rentrée
- Gagner l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Renforcer les services publics sur l'ensemble du territoire et développer des services publics de proximité.
- Garantir un système de protection sociale pour répondre aux besoins de toutes et tous.

RASSEMBLEMENT

10H30 - PLACE DE CATALOGNE - PERPIGNAN

Perpignan, le 12 sept.-22